

Revue de presse du 1^{er} au 15 décembre 2019

Europe	2
Belgique.....	2
Espagne	2
France	3
Italie.....	3
Grèce.....	3
Hongrie.....	3
Bosnie-Herzégovine	4
Afrique	4
Libye	4
Mauritanie	4
Sénégal	5

Europe

Belgique

- **RTBF**, 2 décembre 2019, [Drogué, menotté : nouvelle plainte d'un migrant pour violences lors d'une expulsion forcée](#)

Un jeune somalien a récemment été expulsé de Belgique après avoir rapporté des faits de violence aggravée commis par la police de l'aéroport de Bruxelles. Il affirme avoir été drogué de force, privé de nourriture et menotté à un lavabo dans une chambre d'hôtel deux jours durant. Il rapporte également avoir été roué de coups par les policiers belges. La tentative d'expulsion a été interrompue et le jeune homme a été placé dans le centre fermé de Bruges. Il a finalement été expulsé le lundi 2 décembre au soir, malgré un avis médical défavorable à son embarquement. Il n'a pas été entendu dans le cadre de sa plainte. En novembre dernier, deux autres cas de mauvais traitements ont été dénoncés par des personnes migrantes dans le cadre de renvois forcés. La police avait alors recouru à la violence physique (étranglements, coups) et verbale (insultes racistes), restée impunie.

Espagne

- **El País**, 5 décembre 2019, [Lanzada una granada contra un centro con menores migrantes en Madrid](#) [ES]

Une grenade et un sac rempli d'éclats d'obus ont été retrouvés dans le jardin du centre d'accueil de mineur·e·s non accompagné·e·s de Madrid, mercredi 4 décembre. La Police nationale, appelée en intervention dans le centre, suspecte des militant·e·s d'extrême-droite, particulièrement hostiles à la présence des mineur·e·s isolé·e·s étranger·e·s dans la capitale. En octobre dernier déjà, une trentaine de personnes avaient attaqué le centre avec des barres de fer et des chaînes. En novembre, un groupe néonazi avait organisé des rassemblements devant ses portes pour protester contre une soi-disant augmentation de la criminalité dans le quartier du fait des enfants hébergés. Le parti d'extrême-droite espagnol Vox a fait de la fermeture du centre de Madrid et de la criminalisation de ses résident·e·s son cheval de bataille.

- **Epsocial.es**, 10 décembre 2019, [Un total de 655 personas han muerto o desaparecido en rutas migratorias de acceso a España en 2019, según una ONG](#) [ES]

Le collectif espagnol *Caminando Fronteras* a décompté 655 décès et disparitions de personnes migrantes en route vers l'Espagne pour la seule année 2019. Le détroit de Gibraltar, la mer d'Alboran (entre l'Andalousie et le Maroc), les îles Canaries et la route algérienne sont particulièrement dangereux et mortifères pour quiconque s'y aventure. Il s'agit ici d'une estimation qui reste en deçà de la réalité, faute de données officielles. 518 personnes ont disparu en mer, et 137 corps ont été retrouvés. Dix naufrages se sont produits dans la mer d'Alboran, 16 dans le détroit de Gibraltar, huit sur la route maritime conduisant aux Canaries et trois le long de la côte algérienne. Les victimes sont originaires du Maroc, d'Angola, du Cameroun, du Tchad, de Mauritanie, du Sénégal, de Gambie entre autres. Malgré ces chiffres, le ministère de l'Intérieur espagnol réitère que le nombre de décès en mer Méditerranée a chuté. De son côté, l'ONG *Caminando Fronteras* alerte le gouvernement et l'Union européenne face à une augmentation des naufrages meurtriers à destination de la péninsule ibérique depuis l'année 2018.

France

- **Le Monde**, 2 décembre 2019, [La France renonce à livrer des navires aux garde-côtes libyens](#)

La ministre des armées française Florence Parly a annoncé l'annulation de l'envoi de six semi-rigides Sillinger de 12 mètres à la Libye. Huit associations dont Migreurop (conjointement à Amnesty International France, ASGI, Avocats sans frontières, le Gisti, La Cimade, la Ligue des droits de l'Homme et Médecins sans frontières) avaient saisi le tribunal administratif de Paris suite à l'annonce de la livraison de ces embarcations aux garde-côtes par la France en février 2019. Ce n'est donc que le 26 novembre 2019, soit neuf mois après, que le ministère des armées semble avoir réalisé que la situation en Libye n'était pas propice à une telle coopération. Pour autant, il ne reconnaît pas sa responsabilité dans la lutte contre la mobilité en Méditerranée. Le seul objectif était « d'accompagner l'État libyen dans le processus de consolidation de l'État de droit et de reconstruction des capacités militaires de sa marine nationale » selon une déclaration officielle. Dans un communiqué conjoint du 2 décembre, les associations expliquent clairement leur démarche de dénonciation des « conséquences de la coopération entre les pays de l'Union européenne et la Libye pour les personnes migrantes et réfugiées piégées dans un véritable enfer ».

Italie

- **InfoMigrants**, 4 décembre 2019, [L'Ocean Viking et l'Alan Kurdi autorisés à débarquer leurs 121 rescapés en Italie](#)

Les navires de secours privés *l'Ocean Viking* et *l'Alan Kurdi* ont été autorisés à débarquer 121 personnes sauvées en Méditerranée en Italie (respectivement dans les *hotspots* siciliens de Pozzallo et Messine). Leur répartition a fait l'objet d'un accord chapeauté par la Commission européenne vers des États membres comme la France ou l'Allemagne. Le nombre de personnes prises en charge et les critères de répartition par les États n'ont pas été spécifiés.

Grèce

- **Le Soir**, 5 décembre 2019, [Grèce : une Afghane retrouvée morte après un incendie dans un camp de Lesbos](#)

Dans la nuit du mercredi 4 au jeudi 5 décembre, un accident mortel a eu lieu dans le camp de Kara Tepe, dans le *hotspot* grec de Lesbos. Une famille a utilisé une bouteille de gaz pour se réchauffer. La bouteille a explosé et déclenché un incendie, causant le décès de la mère de famille. Le père et les trois enfants ont réussi à sortir à temps du conteneur. Cet accident a eu lieu quelques heures avant la visite à Athènes des Commissaires européens chargés des migrations, Ylva Johansson et Margaritis Schinas.

Hongrie

- **InfoMigrants**, 3 décembre 2019, [Two tunnels found in Hungary at Serbian border](#) [EN]

Deux tunnels reliant la Serbie aux villes hongroises d'Asotthalom et de Csikéria viennent d'être découverts par la police nationale hongroise. Ils permettaient jusqu'ici aux personnes migrantes de contourner le « mur anti-migrants » érigé en 2015. Le Premier ministre Viktor Orbán et son chef d'état-major ont sauté sur l'occasion de cette découverte pour marteler l'augmentation du nombre d'entrées dites irrégulières sur le territoire hongrois par la frontière sud ces derniers mois et dénoncer, une fois de plus, « l'invasion musulmane en Europe ». Composée d'une double barrière, le mur « anti-migrant » entre la Hongrie et la Serbie s'élève à quatre mètres de haut, avec des barbelés tranchants. Le coût de la seconde clôture à elle seule est estimé à 15 millions d'euros, sans inclure les frais d'entretien et les salaires des garde-frontières hongrois.

Bosnie-Herzégovine

- **Euronews**, 9 décembre 2019, [Le camp de Vucjak évacué, mais le sort de ces migrants n'est en rien réglé](#)
- **Mediapart**, 10 décembre 2019, [En Bosnie-Herzégovine, l'un des pires camps de réfugiés d'Europe évacué](#) [accessible aux abonnés]

Le camp de fortune de Vucjak, à la frontière entre la Bosnie et la Croatie, a été évacué le 10 décembre sur demande de la Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe, Dunja Mijatović, qui réclamait cette fermeture depuis la mi-octobre. Les exilé·e·s y avaient entamé une grève de la faim depuis le week-end du 7 décembre et se sont opposé·e·s pour la plupart à un relogement qui les éloignera de la frontière, et donc de la possibilité de poursuivre leur route. Il s'agit pour la police de la commune de Bihac de transférer 800 personnes vers les autres camps bosniens (selon les autorités), gérés par l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM), déjà surchargés. Les exilés, principalement des hommes, s'entassaient à Vucjak depuis le mois de juin dernier dans des conditions inhumaines, après avoir été rejetés des autres camps. L'OIM leur propose essentiellement une aide au retour dit volontaire dans leur pays d'origine.

Afrique

Libye

- **InfoMigrants**, 4 décembre 2019, [A Tripoli, le centre du HCR fermera ses portes début 2020](#)

Le centre de transit du Haut-Commissariat pour les Réfugiés de l'ONU (HCR) à Tripoli, aussi appelé « centre de rassemblement et de départ », fermera ses portes d'ici à la fin de l'année 2019. Ce centre, ouvert en 2018, avait pour vocation d'accueillir les personnes dites vulnérables faisant l'objet d'une procédure de réinstallation vers un pays sûr. La fermeture de ce centre est couplée à la disparition de l'hébergement et à l'arrêt de distributions de repas de la part du HCR qui, malgré tout, continuera d'opérer des activités d'assistance médicale dans la capitale libyenne. Selon un article du [Guardian](#), les agents du HCR arrêtent progressivement les distributions de nourriture depuis plusieurs semaines afin d'inciter les migrant·e·s à partir d'eux-mêmes. Le centre est particulièrement surchargé depuis le bombardement du centre de détention de Tadjourah, le 2 juillet dernier, qui avait causé la mort d'au moins 66 personnes.

Mauritanie

- **Mediapart**, 5 décembre 2019, [Naufrage d'un bateau de migrants au large de la Mauritanie, au moins 58 morts](#) [accessible aux abonnés]
- **Jeune Afrique**, 8 décembre 2019, [Naufrage de migrants en Mauritanie : « C'est une tragédie nationale », déclare Adama Barrow](#)

Une embarcation de 150 personnes, principalement gambiennes et sénégalaises, a chaviré au large de la Mauritanie, faisant au moins 60 morts. Le bateau, qui se dirigeait vers les îles Canaries, s'est retrouvé à cours de carburant au large de Nouadhibou. Les personnes rescapées ont été rapatriées en Gambie par l'OIM. Le président gambien Adama Barrow parle d'une « tragédie nationale » et s'attaque publiquement et judiciairement aux « fautifs », qui selon lui sont les passeurs. Malgré leur responsabilité accrue dans ces naufrages de migrant·e·s., proportionnels au renforcement des contrôles aux frontières, les dirigeants européens, eux, ne sont aucunement inquiétés.

Sénégal

- **Seneweb**, 8 décembre 2019, [Alioune Tine : « Les États africains doivent mettre fin à la politique européenne de fermeture systématique des frontières »](#)

Alioune Tine, ancien coordinateur du Mouvement du 23 juin, coalition composée de 60 partis d'opposition et d'organisations de la société civile sénégalaise créée en 2011, était invité à l'émission de radio nationale Sud Fm dimanche 8 décembre. Questionné sur le naufrage au large de la Mauritanie ayant causé 13 décès de Sénégalais·es, Alioune Tine a pointé du doigt la responsabilité de l'Europe et la permissivité des chefs d'États africains vis-à-vis de la politique d'externalisation européenne sur le continent. Fustigeant l'« assignation à résidence permanente » des Africains imposée par les Européens, il a appelé l'Afrique à se doter de sa propre politique en matière de migration, afin d'instaurer un dialogue « d'égal à égal » avec le Vieux Continent. Les déséquilibres sont en effet partout : entre les chefs d'État et de gouvernement, dans le droit (ou le non-droit) à se mouvoir librement et légalement d'un État à un autre. « Les capitaux, ils bougent. Les opportunités elles bougent, mais les personnes elles ne bougent pas » : telle est la situation actuelle à laquelle sont soumises les personnes africaines, résume Alioune Tine.